



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 24/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FORESA FRANCE SAS

Avenue des Industries
33440 Ambarès-Et-Lagrange

Références : 25-882
Code AIOT : 0005200249

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2025 dans l'établissement FORESA FRANCE SAS implanté Avenue des Industries 33440 Ambarès-et-Lagrange. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 19 novembre 2025 s'inscrit dans l'action nationale sobriété hydrique de 2025 de vérifier le respect des mesures de restrictions qui s'imposent à l'établissement, notamment :

- la réduction des prélèvements ou de sa consommation d'eau dans les délais imposés ;
- la conformité des volumes de réduction par rapport à ceux prescrits par arrêté ;
- le respect des critères d'exemption définis par l'arrêté ministériel ;
- la déclaration des diverses informations sur les volumes d'eaux prélevés et consommés..

L'inspection vise également à traiter des suites de l'inspection du 24 septembre 2024 portant

notamment sur les prélèvements d'eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FORESA FRANCE SAS
- Avenue des Industries 33440 Ambarès-et-Lagrave
- Code AIOT : 0005200249
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société FORESA produit essentiellement un réactif pour la préparation de colles et synthétise des colles principalement utilisées dans l'industrie des panneaux de bois reconstitués (agglomérés, contreplaqués). Une quarantaine de personnes travaille sur le site. Le site est IED - rubrique 3410-b (soumis au BREF LVOC) et Seveso seuil haut. Il est également soumis à la réglementation SEQE.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	2. Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III	/	Demande d'action corrective	4 mois
3	3. Données de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	/	Demande d'action corrective	4 mois
5	II. Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
8	Documents inspection	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
11	Documents complémentaires	AP Complémentaire du 25/05/2023, article 3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
12	Documents complémentaires	AP Complémentaire du 25/05/2023, article 4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	1. Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	/	Sans objet
4	I. Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	IV. Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	/	Sans objet
7	III. Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	/	Sans objet
9	Documents inspection – délais	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-II	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
10	Prescriptions sécheresses	AP Complémentaire du 25/05/2023, article 3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
13	Documents complémentaires	AP Complémentaire du 25/05/2023, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a engagé une démarche de réduction de sa consommation d'eau avec l'appui d'un bureau d'étude et prévoit plusieurs actions pour diminuer de 20% la consommation d'eau par rapport aux prélèvements de 2018. Le plan de continuité d'activités et l'étude technico-économique restent à compléter pour correspondre aux attentes de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1. Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau dans l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : -utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]
Constats : L'exploitant a déclaré dans GEREPE pour l'année 2024 : 187246 m3/an dans la masse d'eau souterraine : Alluvions de la Dordogne 84948 m3/an depuis l'adduction d'eau industrielle par Bordeaux Métropole, prélevé dans l'Estuaire Fluvial Garonne. Au titre de l'article 2.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2003, l'exploitant est autorisé à pomper 200 000 m ³ par an sur le forage. Ses prélèvements pour l'année 2024 sont conformes à cette prescription. L'exploitant a engagé des mesures de réduction de la consommation d'eau tels que la revalorisation des condensats, la détection et la réparation des fuites d'eau au niveau du forage ainsi qu'une étude en cours pour identifier les divers moyens possibles de recyclage des eaux usées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : 2. Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – connaissance des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement

mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

III - Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;
- les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.

Constats :

L'exploitant déclare que des plans et PID existent mais qu'ils doivent être remis à jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met à jour et les consolide pour correspondre aux attendus de l'article 4-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : 3. Données de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant est en cours d'installation de systèmes de relevés automatiques des débits d'eau prélevés afin qu'une remontée automatique s'effectue via une interface spécifique. Cette action figure dans l'étude technico-économique évoquée dans les points suivants. Actuellement le relevé s'effectue mensuellement et ne figure pas dans la télédéclaration sur Gidaf.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant finalise l'installation des débitmètres sur les points de prélèvements d'eau et modifie le cadre Gidaf afin de télédéclarer les prélèvements d'eau avec une comptabilisation des volumes aux fréquences prescrites par l'arrêté ministériel du 2 février 1998, article 15.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : I. Réductions d'eau de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mesures de restrictions
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. -Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci- après, aux dispositions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - vigilance: sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site; - alerte: réduction du prélèvement d'eau de 5 %; - alerte renforcée: réduction du prélèvement d'eau de 10 %; - crise: réduction du prélèvement d'eau de 25 %. <p>III. - Les réductions mentionnées au I sont réalisées sur chacun des prélèvements concernés par un niveau de gravité. Elles sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats de la précédente inspection :</u></p> <p>L'exploitant n'a pas formalisé par une procédure écrite les règles de bon usage et d'économie d'eau. L'exploitant a néanmoins fait une sensibilisation pour rappeler l'importance de traiter les fuites dans les meilleurs délais, en particulier en période de vigilance.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a identifié les actions à mener pour réduire de 5% la consommation. L'exploitant a indiqué avoir sensibilisé ses clients et le groupe FORESA qu'en cas d'alerte, ils devraient peut être changer de production pour réaliser des recettes moins consommatrice d'eau.</p>

En cas d'alerte renforcée, l'exploitant indique qu'il devrait arrêter complètement une unité pour réduire de 10% sa consommation d'eau (arrêt complet d'une unité : soit de colle, soit Adblue, soit formol).

Enfin, l'exploitant a indiqué qu'en cas de crise, il ne pourrait pas réduire de 25% sa consommation d'eau car sa consommation principale est le refroidissement et que ça poserait des problèmes de sécurité.

Demande formulée à la précédente inspection

L'exploitant formalise les éléments mentionnés ci-dessus et complète son plan de continuité d'activité (cf. point de contrôle supra) avec ces éléments.

Constat du jour

Document consulté :

- Fiche de procédure "Alerte sécheresse", référencée 052-HSE-DI-P004 Rév 0 en date du 15/11/2025

L'exploitant a élaboré une fiche de procédure afin d'établir les actions à mener dans le cas d'une alerte sécheresse. La fiche de procédure prévoit notamment une surveillance renforcée des rejets. La production étant directement corrélée à la consommation d'eau, une diminution des prélèvements aura directement un impact sur la livraison des clients. La fiche de procédure prévoit que "La mise en place des réductions de prélèvement sera décidée par la direction du site en fonction des conditions de marché sur le moment, qui communiquera les actions à mettre en œuvre".

En cas d'absence de la direction, la procédure prévoit une délégation de signature auprès du responsable SIG/HSE puis responsable de production après validation par le responsable commercial groupe.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : II. Réductions imposables à l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des volumes de réduction applicables

Prescription contrôlée :

II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.

Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un

<p>volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.</p> <p>Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le volume de référence n'est pas formalisé par l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant apporte les justifications sur les volumes de référence sous un délai de 1 mois. (cf point de contrôle n°9)</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : IV. Déclaration obligatoire en période de sécheresse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – Déclaration hebdomadaire sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite conformément à l'arrêté ("GIDAF") du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les masses d'eaux dans lesquelles FORESA France prélèvent n'ont pas atteint les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise en 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : III. Les installations exemptées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Installations exemptées par l'AM</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</p> <p>1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas exempté de l'application de l'arrêté sécheresse au titre du 1° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Documents inspection

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Documents consultables</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :

- 1) La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées;
- 2) Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier;
- 3) Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population;
- 4) Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2;
- 5) Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3;
- 6) La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.

Constats :

Constats de l'inspection précédente :

L'exploitant n'a pas formalisé les éléments prévus à l'article 4-I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant formalise l'ensemble des éléments prévus à l'article 4-I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 dans les meilleurs délais. Il transmet sous trois mois, une première synthèse à l'inspection.

Constats du jour :

Ces éléments ont été formalisés en partie dans le plan de continuité d'activités ainsi que dans l'étude technico-économique envoyés par courriel en date du 14 novembre 2025 à l'inspection des installations classées. Ces documents ne font pas apparaître les éléments suivants :

"1) La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées;

2) Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier;

4) Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2;"

Pour les éléments demandés aux points 5 et 6, l'exploitant propose un programme d'optimisation de la ressource en eau avec pour objectif de réduire la consommation d'eau de 20 % par rapport au prélèvements de 2018 dans son étude technico-économique. Cette étude ne fait pas figurer les réductions attendus pour chaque action d'amélioration permettant de vérifier l'atteinte de l'objectif de réduction de 20% par rapport aux prélèvements de 2018.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant complète son étude technico-économique pour justifier des gains attendus pour chacune des actions d'améliorations investies ou en cours d'investissement **dans un délai de 1 mois**.

Les éléments du 1) sont à formaliser en tenant compte de la demande du point de contrôle n°3 du présent rapport d'inspection.

Pour les autres points non formalisés, l'exploitant apporte des éléments **sous 1 mois** à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Documents inspection – délais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-II

Thème(s) : Risques chroniques, Délais de constitution des documents

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2), 3), 4) et 5) au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté.

Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2.

Constats :

Constats de la précédente inspection :

L'exploitant n'a pas respecté cette échéance, cf. demande supra.

Demande la précédente inspection :

Il transmet les éléments dans un délai de 3 mois.

Constats du jour :

Aucun déclenchement d'un niveau de gravité a eu lieu en 2025, l'exploitant tient à jour les documents qui formalisent les éléments aux 2), 3), 4) et 5) lorsque ces derniers seront tous formalisés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prescriptions sécheresses

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/05/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de restrictions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre les mesures exceptionnelles dans le tableau article 3 (voir AP), avec comme objectif de réduire les prélèvements d'eau et/ou l'impact des rejets sur le milieu récepteur en fonction des seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée et de crise.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées tout document permettant de justifier l'organisation mise en place pour atteindre les objectifs fixés dans le tableau ci-dessus. Les prescriptions du présent arrêté sont applicables dès son entrée en vigueur.

Constats :**Constats de la précédente inspection :**

L'exploitant prélève dans les masses d'eaux suivantes :

- Masse d'eau souterraine : Alluvions de la Dordogne n'a atteint aucun seuil relatif à la sécheresse.
- Adduction d'eau industrielle par Bordeaux Métropole, prélevé dans l'Estuaire Fluvial Garonne Aval, qui a atteint le seuil de vigilance durant l'été 2023.

L'exploitant a indiqué avoir mis en œuvre les actions prévues lorsque le seuil de vigilance était atteint :

- Information du personnel du seuil de sécheresse atteint et des restrictions applicables ;
- Interdiction des usages non-prioritaires : l'arrosage des espaces verts, le nettoyage des véhicules, des murs, des sols et des voiries (hors nécessité pour la sécurité ou la salubrité).
L'exploitant a également indiqué ne pas avoir eu de situation nécessitant d'informer le préfet (susceptible d'induire une pollution des réseaux d'alimentation en eau potable et des milieux aquatiques, notamment la masse d'eau de rejet).

Cependant, l'exploitant ne dispose d'aucun élément permettant de justifier les points ci-dessus.

Demandes de la précédente inspection :

L'exploitant prévoit une organisation permettant la mise en œuvre des mesures exceptionnelles prévues à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2023, ainsi qu'une traçabilité des éléments mis en œuvre permettant de justifier de leur effectivité.

Constats du jour :

La mise en œuvre de mesures exceptionnelles est formalisée par la procédure "Alerte sécheresse", référencée 052-HSE-DI-P004 Rév 0 en date du 15/11/2025. (cf point de contrôle n°4). Aucun seuil d'alerte n'ayant été déclenché en 2025, l'exploitant n'a pas eu à la mettre en œuvre et à assurer un suivi de l'effectivité de la mise en place de chacune des actions. L'exploitant prévoit un support permettant de justifier de la mise en œuvre des mesures exceptionnelles dans la perspective d'un déclenchement d'alerte.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Documents complémentaires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/05/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de continuité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2025

Prescription contrôlée :

Par ailleurs, l'exploitant est tenu de proposer, sous 3 mois, un plan de continuité d'activité. Ce plan devra :

- recenser les actions du process et de sécurité à maintenir de façon prioritaire ;
- recenser les actions déjà réalisées pour réduire la consommation d'eau du site de façon

pérenne ;

- recenser, depuis 2017, les prélèvements annuels d'eau de votre site, ainsi que, lorsque cela s'avère pertinent au regard de votre activité, les prélèvements annuels d'eau spécifique de votre site (avec le détail de consommation par unité de production) ;
- indiquer le taux de recyclage des eaux usées, à minima pour l'année 2022, lorsqu'un tel recyclage est réalisé ;
- définir le besoin en eau minimum nécessaire pour assurer la sécurité du site et le fonctionnement des installations de production ;
- définir les actions envisageables pour réduire les consommations d'eau de manière temporaire.

Constats :

Constats de la précédente inspection :

L'exploitant a remis à l'inspection des installations classées par courriel du 13 octobre 2023, un plan de continuité d'activité (PCA).

Le PCA est incomplet. Par exemple, l'exploitant ne mentionne pas que dans les consommations d'eaux de forage, une partie de l'eau sert à approvisionner les sites voisins tels que les sites AVIA et LACOSTE.

Par ailleurs, l'exploitant indique dans son PCA qu'il ne dispose d'aucun moyen de réduire sa consommation d'eau sauf à arrêter l'exploitation. Au cours de l'inspection, l'exploitant a cependant indiqué avoir identifié des productions qui sont moins consommatrices d'eau et qui pourraient être privilégiées en cas de nécessité de réduction des consommations.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas précisé les besoins en eaux nécessaires pour assurer la sécurité du site.

Il manque également des éléments concernant le délai de prévenance si les réductions nécessaires sont telles qu'elles conduiraient à demander l'arrêt des prélèvements.

Demande formulée à la précédente inspection :

L'exploitant complète son PCA afin de répondre à l'ensemble des points prévus à l'arrêté préfectoral. De plus, il précise les consommations de ses voisins Avia et Lacoste afin d'établir clairement sa propre consommation d'eau.

Constat du jour :

Document consulté :

Plan de continuité d'Activité Sécheresse envoyé par courriel en date du 14/11/2025;

Le PCA, remis à l'inspection des installations classées par courriel en date du 14/11/2025, a été complété en tenant compte de la demande figurant ci-dessus. Cependant le PCA ne fait toujours pas figurer les consommations de ses voisins Avia et Lacoste.

L'exploitant a notamment identifié, par seuil d'alerte, ce que cela provoquerait sur le plan commercial d'une réduction de la production. Après échange en inspection, l'exploitant précise qu'il s'agit d'actions envisageables pour réduire les consommations d'eau de manière temporaire

mais que la décision appartient à la direction conformément à la procédure "Alerte sécheresse".
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant apporte les éléments manquants dans son PCA et clarifie les actions envisageables pour réduire la consommation d'eau en intégrant l'existence de la procédure "Alerte sécheresse".
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Documents complémentaires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/05/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan d'économie d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2025
Prescription contrôlée : En complément du plan de continuité d'activité décrit à l'article précédent, l'exploitant est tenu de : faire un bilan d'économies d'eau sur les 5 dernières années, transmis à l'inspection des installations classées sous 6 mois ;
Constats : <u>Constats de la précédente inspection :</u> L'exploitant n'a pas réalisé de bilan des économies d'eau sur les 5 dernières années. L'exploitant a indiqué qu'il ne dispose pas encore des compteurs pour permettre de chiffrer le résultats des actions de réductions mises en place. Par ailleurs, la consommation d'eau globale a augmenté, mais elle a également accompagné une augmentation de production. L'exploitant a cependant mis en place quelques actions (mise en place d'un condensateur de vapeur pour réduire les nuisances sonores qui a également conduit à récupérer une certaine quantité d'eaux : environ 100m3/jour). <u>Demande formulée à la précédente inspection :</u> L'exploitant corrèle l'évolution de la consommation d'eau avec la production et explicite les actions mises en œuvre.

Constats du jour :**Document consulté :**

Étude technico-économiques & Actions mises en place_V2_112, envoyé par courriel en date du 14/11/2025 ;

Plan de continuité d'Activité Sécheresse envoyé par courriel en date du 14/11/2025 ;

L'exploitant a précisé dans son PCA le recensement des prélèvements annuels d'eau entre 2017 et 2022 sur chacun de ses points de prélèvements.

L'étude technico-économique fait figurer une liste d'investissements, effectués, prévus ou en cours afin de réduire la consommation d'eau sur le site. Comme précisé au point de contrôle n°9 du présent rapport, cette étude ne fait pas figurer les réductions attendus pour chaque action d'amélioration permettant de vérifier l'atteinte de l'objectif de réduction de 20% par rapport aux prélèvements de 2018. De plus, l'étude ne précise pas les éléments de calendrier de mise en œuvre de ces actions.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant complète l'étude technico-économique afin d'y faire figurer les éléments de calendrier et les réductions attendues.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Documents complémentaires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/05/2023, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Etude technico-économique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2025

Prescription contrôlée :

En complément du plan de continuité d'activité décrit à l'article précédent, l'exploitant est tenu de :

[...]

réaliser, sous 1 an, une étude technico-économique des économies d'eau atteignables à un coût acceptable, conformément à l'annexe. Les actions non-retenues dans le cadre de l'étude technico-économique sont systématiquement justifiées.

Constats :

Constats de la précédente inspection :

L'exploitant a transmis, par courriel du 19 septembre 2023, une synthèse des actions mises en œuvre pour répondre à cette demande. Ce document n'est pas une étude technico-économique et doit être complété par l'exploitant. Il n'est cependant pas proposé de sanctions administratives car la démarche mise en œuvre par l'exploitant est pertinente.

L'exploitant a indiqué avoir retenu la sécheresse comme une menace dans le cadre de sa démarche ISO 14001. Le sujet sécheresse est un sujet important pour le groupe FORESA et le site de FORESA France est en retard vis-à-vis des ses homologues européens (notamment en Espagne). Dans ce cadre, les consommations d'eau sont désormais suivies par la production comme toute matière première.

Afin de répondre à l'arrêté préfectoral du 25 mai 2023, l'exploitant s'est fait aider par une société spécialisée dans le traitement de l'eau. La première recommandation a été de mettre en place une soixantaine de capteurs afin de connaître la consommation réelle de chaque atelier, ainsi que les quantités rejetées. En effet, l'exploitant ne disposait que d'un seul compteur sur site. Ces capteurs seront en place courant du dernier trimestre 2024.

Une fois que l'exploitant aura acquis des données plus précises, l'exploitant prévoit de travailler avec son conseil pour identifier où sont les consommations d'eaux et également de travailler sur la qualité des eaux rejetées afin de pouvoir identifier si certaines eaux rejetées pourraient être réutilisées pour certaines fabrications.

L'exploitant espère disposer de données d'ici la fin de l'année 2024 afin de pouvoir mettre en place les premières mesures de réduction avant l'été 2025.

L'exploitant a identifié une source de réduction possible via sa chaîne de déminéralisation de l'eau qui assez ancienne et en co-courant. L'exploitant a travaillé sur une modification de ses installations afin de réduire la phase de régénération. Une première modification est prévue courant octobre qui avec les capteurs permettra d'identifier si les modifications envisagées sont fiables.

Demande formulée à la précédente inspection :

L'exploitant transmet une étude technico-économique présentant les actions menées et les actions envisagées.

Constats du jour :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées l'étude technico-économique prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/05/2023. Des compléments doivent être apportés conformément à la demande du point de contrôle ci-avant.

